

[L'afem en campagne contre la discrimination en entreprise](#)

Actualité Agadir et région

Posté par: Visiteur

Publié le : 12-11-2007 19:26:08

- Les inégalités persistent malgré une évolution des mentalités

La discrimination entre les hommes et les femmes dans le milieu du travail était au coeur d'un débat organisé, récemment, à Agadir. C'était au cours d'une rencontre sous le thème "Genre et société" organisée par l'Association des femmes chefs d'entreprises au Maroc (AFEM). La question est de fait cruciale. Car, si des progrès sont constatés dans les multinationales, le phénomène persiste encore dans la majorité des entreprises locales. "Dans le secteur des banques, à formation égale, la préférence est donnée aux hommes lors du recrutement", avance une enseignante.

Selon les études effectuées sur le sujet, il apparaît que les cas sont nombreux. En effet, la répartition sexuelle de l'entrepreneuriat urbain en 2002 au Maroc a montré que le taux de féminisation dans le secteur privé est de 6,7%. Par ailleurs, l'écart observé en 1999 entre le salaire mensuel moyen (1.616 DH) et le salaire féminin (1.072 DH) était de 544 DH, soit 34% du salaire masculin. Dans l'étude réalisée par Saâd Belghazi, pour le compte du Projet genre, la proportion expliquée par la différence de dotations en capital humain entre les hommes et les femmes est de 181 DH, soit 11% du salaire masculin. Par ailleurs, la partie qui est expliquée par la discrimination est de 364 DH, soit 23% du salaire masculin.

Rappelons que le Projet genre a démarré au début des années 2000 dans le cadre d'un programme mené par la coopération maroco-allemande. L'afem, partenaire de l'opération, a entrepris à travers plusieurs rencontres régionales de véhiculer et défendre la nécessité de l'intégration de genre dans le secteur privé.

A noter que le Maroc déploie des efforts pour tenter de réduire les écarts entre la situation des hommes et celle des femmes. Une circulaire parue en avril 2007 exige que toute administration publique applique l'approche «genre», c'est-à-dire les principes d'équité et d'égalité humaine.

L'Economiste